

## Candidature au poste de juge de la CPI – Modèle de Curriculum Vitae

<b>NOM DE FAMILLE :</b>	SIFUENTES	
<b>PRÉNOM :</b>	MONICA	
<b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>	JACQUELINE	
<b>SEXE :</b>	Femme	
<b>DATE DE NAISSANCE :</b>	28/12/1964	
<b>NATIONALITÉ :</b>	BRÉSILIENNE	
<b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>	Amérique latine et des Caraïbes	
<b>SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)</b>		
<b>ÉTAT CIVIL :</b>	DIVORCÉE	
<b>LISTE A/LISTE B :</b>	Liste A	
<b>LANGUES</b>	<b>Langue maternelle : PORTUGAIS</b>	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Débutant
- AUTRES	ESPAGNOL : (à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Intermédiaire
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>
<b>QUALIFICATIONS ACADEMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</b> - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire		
<b>08/2016 - 06/2017</b>		
- <i>Institution:</i>	American University, Washington College of Law/Washington, États-Unis	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Spécialisation (diplôme universitaire de troisième cycle) dans la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains au niveau international - Traite des êtres humains, politiques et prévention	
<b>08/1998 - 07/2003</b>		
- <i>Institution:</i>	Faculté de droit de l'université fédérale de Minas Gerais, Brésil ; thèse présentée le 3 juillet 2003, intitulée "Acte judiciaire normatif" ; diplôme obtenu le 4 mars 2004, validé par le Conseil des études supérieures de l'université fédérale de Minas Gerais le 18 octobre 2004 et enregistré par le ministère de l'Education et de la Culture le 21 octobre 2004 ;	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	DOCTORAT EN DROIT CONSTITUTIONNEL (Doctorat en droit)	

**08/1990 - 11/2000**

- *Institution:* Faculté de droit de l'université fédérale de Minas Gerais, Brésil, mémoire présenté le 24 novembre 2000, intitulé "L'accès à l'école primaire au Brésil". Diplôme obtenu le 8 novembre 2001 ;
- *Diplôme(s) obtenu(s):* MASTER EN DROIT ET ÉCONOMIE (Master), avec mention

**03/1983 - 12/1987**

- *Institution:* Faculté de droit de l'université fédérale de Minas Gerais
- *Diplôme(s) obtenu(s):* LICENCE EN DROIT (Licence), avec mention

**MM/AAAA - MM/AAAA**

- *Institution:*
- *Diplôme(s) obtenu(s):*

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent) - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire*  
*- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

**08/2012 - 2020**

- *Employeur :* COUR D'APPEL FÉDÉRALE RÉGIONALE - 1er Circuit - Brasilia/BRÉSIL
- *Intitulé du poste :* JUGE DE LA COUR D'APPEL FÉDÉRALE RÉGIONALE
- *Autres informations :* Membre de la 3e chambre, compétente pour juger : les crimes politiques fédéraux et les infractions pénales commises contre les biens, les services ou les intérêts de l'Union, de ses administrations autonomes ou d'entreprises publiques ; les affaires de trafic international de stupéfiants ou d'armes et la traite contre les être humains ; les affaires relatives à des crimes visés par des conventions et traités internationaux ; les affaires relatives à des violations des droits de l'homme ; les affaires relatives à des crimes contre l'organisation du travail et, dans les cas prévus par la loi, contre le système financier et l'ordre économique et financier ; les affaires de faute professionnelle dans la fonction publique et d'expropriation
- Présidente de la 2e section de la Cour d'appel, compétente pour juger les infractions commises par les détenteurs d'un pouvoir juridictionnel, tels que des élus d'une localité ou d'un État, qu'il s'agisse d'infractions de droit commun ou de faits passibles d'une destitution, à l'exception des infractions relevant de la compétence des tribunaux électoraux

**03/2010 - 08/2012**

- *Employeur :* COUR D'APPEL FÉDÉRALE RÉGIONALE - 1er Circuit - Brasilia/BRÉSIL
- *Intitulé du poste :* JUGE DE LA COUR D'APPEL FÉDÉRALE RÉGIONALE
- *Autres informations :* Membre de la 2e chambre, compétente pour juger les affaires relatives aux agents de l'État et au droit de la sécurité sociale

**05/2001 - 03/2010**

- *Employeur :* JUSTICE FÉDÉRALE BÉSILIENNE
- *Intitulé du poste :* JUGE FÉDÉRAL
- *Autres informations :* Présidente du 3e tribunal du district fédéral, Brasilia/Brésil, compétente pour juger les affaires dans lesquelles l'Union, une administration autonome ou une entreprise publique fédérale a des intérêts et les affaires opposant un autre État ou une organisation internationale et une municipalité ou une personne physique résidant dans le pays

**06/1998 - 09/2000**

- *Employeur :* JUSTICE FÉDÉRALE BRÉSILIENNE
- *Intitulé du poste :* JUGE FÉDÉRAL
- *Autres informations :* Présidente du 4e tribunal de Belo Horizonte, Minas Gerais/Brésil, spécialisée dans les affaires de crimes fédéraux, de juin 1998 à septembre 2000

**11/1995 - 06/1998**

- *Employeur :* JUSTICE FÉDÉRALE BÉSILIENNE
- *Intitulé du poste :* JUGE FÉDÉRAL
- *Autres informations :* Présidente du tribunal de la sous-section judiciaire de Juiz de Fora, État de Minas Gerais/Brésil, compétente pour juger des affaires civiles et pénales de niveau fédéral sur une juridiction de plus de 40 municipalités de l'État de Minas Gerais

- 06/1993 - 11/1995

- - Employeur : JUSTICE FÉDÉRALE BÉSILIENNE
- - Intitulé du poste : JUGE FÉDÉRAL
- - Autres informations : Juge suppléant et présidente du tribunal de la sous-section judiciaire d'Ilhéus, État de Bahia/Brésil, compétente pour juger des affaires civiles et pénales de niveau fédéral sur une juridiction de plus de 30 municipalités dans le Sud de l'État de Bahia

- 

- 04/1992 - 05/1993

- - Employeur : TRIBUNAL D'ÉTAT - ÉTAT DE MINAS GERAIS/BRÉSIL
- - Intitulé du poste : JUGE D'ÉTAT SUPPLÉANT
- - Autres informations : Juge suppléant du tribunal d'État de Minas Gerais, première place au concours d'entrée dans la fonction publique de 1991, présidente des districts de Sabará et Contagem. Pendant cette période, a exercé les fonctions de juge électoral dans le district de Sabará-MG

- 

- 04/1988 - 03/1992

- - Employeur : TRIBUNAL D'ÉTAT - ÉTAT DE MINAS GERAIS/BRÉSIL
- - Intitulé du poste : Assistante juridique
- Autres informations : travail pour la chambre des juges d'appel, préparation des procès-verbaux de jugements



**AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :**

- Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire

**10/2006 - 2020**

- *Activité :* Depuis octobre 2006, rôle juge de liaison pour la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant et les conventions de La Haye, après avoir été désignée pour cette fonction par la présidence de la Cour suprême fédérale dans le courrier officiel n° 668, daté du 14 octobre 2006, adressé au Secrétaire général du Bureau permanent, La Haye (Pays-Bas).
- Dans le cadre de cette fonction, la candidate a contribué au règlement de différends internationaux concernant l'enlèvement international d'enfant (Convention de 1980), en qualité de point de contact pour les autorités judiciaires brésiliennes et étrangères et pour le Bureau permanent de la Conférence de La Haye. Elle a également répondu à de nombreuses consultations de juges étrangers portant sur le fonctionnement du système judiciaire brésilien et sur les affaires d'enlèvement international en cours de jugement par les tribunaux brésiliens, dans le but d'accélérer les délais de traitement en application de la Convention de 1980.

**08/2010 - 2020**

- *Activité :* Point de contact au Brésil pour IBERRED, réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale composé des autorités centrales et des points de contact du ministère de la Justice, du ministère public, et des autorités judiciaires de ses 22 États membres. Le rôle de la candidate consiste à optimiser les instruments de coopération judiciaire en matière civile et pénale et de renforcer la coopération entre les pays.

**08/2008 - 2020**

- *Activité :* Représentante du Brésil auprès du Réseau international de juges de La Haye (RIJH) ; rôle de renforcement des liens et de création de mécanismes de coopération judiciaire pour la résolution d'affaires internationales dans lesquelles entrent en jeu les conventions de la Conférence de La Haye de droit international privé.

**12/2019 - 2020**

- *Activité :* Coordinatrice de la Commission des juges fédéraux concernant la mise en œuvre de la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant, créée par la présidence de la Cour supérieure de justice dans le cadre du Conseil fédéral de justice ; réalisation d'études, élaboration de résolutions et de manuels, préparation de séminaires et accompagnement procédural des affaires d'enlèvement d'enfants au Brésil.

**01/2014 - 2015**

- *Activité :* Vice-Présidente de la Commission permanente sur l'enlèvement international d'enfant, créée par le Bureau des droits de l'homme de la présidence de la République au travers de l'ordonnance n° 34, datant du 28 janvier 2014, qui a rédigé le projet de réglementation de la Convention de La Haye de 1980.

**06/2014 - 2020**

- *Activité :* Représentante de la COUR D'APPEL FÉDÉRALE RÉGIONALE - 1er Circuit - au Forum national de l'autorité judiciaire pour le suivi et la mise en œuvre des demandes relatives à la traite des êtres humains (FONATRAPE), créé par la résolution de la CNJ n° 197 du 16 juin 2014
- 
- Membre du Groupe d'étude permanent sur la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement

international d'enfant, créé sous l'égide du Bureau international de la Cour suprême fédérale en 2006 pour mener des études et élaborer des activités en vue de la mise en œuvre de ladite convention internationale au Brésil.

- 
- Coordinatrice et membre du Groupe d'étude permanent sur la Convention de la Haye sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, de novembre 2007 ; ce groupe institutionnel a été créé sous l'égide du Bureau international de la Cour suprême fédérale pour mener des études et élaborer des plans en vue de la mise en œuvre de ladite convention internationale au Brésil.
- 
- Membre du Groupe de travail sur la Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (2007) et sur le Protocole relatif à la législation sur les obligations alimentaires, établi par l'ordonnance interministérielle n° 500, du 23 mars 2012, émise conjointement par le ministre de la Justice et le ministère des Affaires étrangères.
- 
- Membre du Groupe de travail sur la coopération judiciaire internationale en matière civile et pénale, nommée par le Président du Conseil national de justice par l'ordonnance n° 190 du 24 octobre 2013.
- 
- Coordinatrice du sous-groupe de coopération judiciaire internationale pour la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, désignée par le Président du Conseil national de justice par l'ordonnance n° 169 du 23 septembre 2013.
- 
- Coordinatrice du sous-groupe de coopération judiciaire internationale pour la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant, désignée par le Président du Conseil national de justice par l'ordonnance n° 169 du 23 septembre 2013.
- 
- Vice-présidente de la Commission permanente sur l'enlèvement international d'enfant, établie par le Bureau des droits de l'homme de la présidence de la République, au travers de l'ordonnance n° 34, datant du 28 janvier 2014, qui a rédigé le projet de réglementation de la Convention de La Haye de 1980.
- 
- Intervenante et conférencière lors de manifestations internationales :
- 
- Congrès international sur le droit de l'éducation - Lisbonne / Portugal, tenu les 14 et 15 octobre 2005 à la Faculté de droit de Lisbonne (Portugal), organisé par l'Association portugaise du droit de l'éducation. Intervention : Droit de l'éducation – la responsabilité d'une éducation de qualité : perspectives internationales.
- 
- Égalité des chances en matière d'éducation - un défi pour le droit et les politiques d'éducation en Europe, conférence tenue à Potsdam/Allemagne les 11 et 12 mai 2007, organisée par le ministère de l'Éducation, de la jeunesse et des sports et le ministère fédéral de la Science et de l'Éducation d'Allemagne, en partenariat avec l'Association européenne sur les législations et les politiques en matière d'éducation (ELA). Intervention : Solutions pour lever les obstacles à une égalité de fait en matière d'éducation – perspectives internationales.
- 
- Conférence conjointe de l'UE et de la HCCH sur les communications judiciaires directes, tenue à Bruxelles (Belgique) les 15 et 16 janvier 2009 au Centre Albert Borschette de Bruxelles, accueillie par la Commission européenne et le Bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Participation à la conférence en tant qu'invitée et déléguée du Brésil. Intervention : "La division du territoire brésilien en deux et le groupe de travail permanent" dans le groupe Offices et mécanismes pour faciliter les communications judiciaires.

- 
- Colloque international sur l'enlèvement d'enfant, tenu le 4 décembre 2009 au Bureau fédéral allemand des Affaires étrangères à Berlin (Allemagne), sur le thème : "Le projet de loi brésilien sur le règlement relatif à la Convention de 1980".
- 
- Conférence internationale judiciaire sur la relocalisation transfrontière des familles, tenue à Washington (États-Unis) du 23 au 25 mars 2010, organisée conjointement par la Conférence de La Haye de droit international privé et l'International Centre for Missing and Exploited Children (Centre international pour enfants disparus et exploités), avec le soutien du Département d'État des États-Unis. Intervention : La Convention interaméricaine et sa pertinence pour la question de la relocalisation.
- 
- Réunion interaméricaine de Mexico du Réseau international de juges de La Haye et des Autorités centrales sur l'enlèvement international d'enfant, Mexico, du 23 au 25 février 2011. Intervention : "Le Groupe de travail du Brésil sur la Convention de La Haye de 1980".
- 
- Réunion des points de contact et de liaison du réseau IberRed sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants et la procédure de retour, tenue du 15 au 17 décembre 2014 à Carthagène des Indes (Colombie). Intervention : "Les chiffres du Brésil concernant l'enlèvement international d'enfants".
- 
- Conférence du Réseau de juges de la Convention de La Haye commémorant le 20e anniversaire du Réseau, tenue du 24 au 26 octobre 2018 à Miami, Floride. Intervenante dans le groupe : "Communications judiciaires directes".
- 
- Membre du Comité de discussion lors de la cinquième Conférence annuelle des juges brésiliens sur l'intelligence artificielle (IA) et le droit, tenue à l'American University, Washington College of Law, parrainé par l'AJUFE (association des juges fédéraux) et l'Institut du droit et de la citoyenneté, 7 et 8 mars 2019, Washington (États-Unis).
- 
- Intervenante et conférencière au Brésil / Coopération internationale :
- 
- 1er Séminaire international sur l'enlèvement international d'enfant, tenu les 4 et 5 décembre 2006 dans la Salle de conférence du ministère de la Justice, Brasilia. Événement organisé par le Bureau spécial des droits de l'homme et le Bureau du Procureur général sur le thème : "Obligation de retour de l'enfant dans le pays de résidence habituelle et intérêt supérieur de l'enfant".
- 
- Convention de La Haye sur l'enlèvement d'enfant : Nouvelles tendances, application pratique et controverses, tenue à Rio de Janeiro. Événement organisé par l'École de la magistrature du TRF du 2e circuit (EMARF) à Rio de Janeiro le 13 août 2008, au Centre culturel de la Justice fédérale de Rio de Janeiro-RJ, sur le thème : "Groupe d'étude permanent sur la Convention de La Haye de 1980".
- 
- 1er Séminaire sur la coopération judiciaire sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants : la nouvelle Convention de La Haye, tenu le 22 août 2008 dans la Salle de conférence du Bureau du Procureur général, à Brasilia. Événement organisé par le Bureau national de la Justice. Intervention en tant que membre du groupe de discussion sur les principaux aspects de la Convention sur le recouvrement

international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, avec Hans Van Loon, secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé.

- 
- École de la magistrature du TRF du 4e circuit (EMAGIS). Responsable du cours sur la coopération judiciaire internationale, parrainé par l'École de la magistrature du TRF du 4e circuit, dispensés les 21 et 22 mars 2013 à Porto Alegre-RS.
- 
- Intervenante lors du Séminaire sur la juridiction brésilienne et la coopération internationale, tenu au ministère de la Justice le 23 octobre 2013, district fédéral de Brasília, sur le sujet : "Rôle du juge de liaison et des communications directes dans la Convention de La Haye".
- 
- Programme d'études avancées : Aliénation parentale et aspects civils de l'enlèvement international d'enfant. Intervention sur invitation de l'École de la magistrature du TRF du 2e circuit (EMARF), le 14 mars 2014, Rio de Janeiro-RJ.
- 
- Séminaire sur l'enlèvement international d'enfant. Intervention sur invitation de l'École de la magistrature du TRF du 4e circuit (EMAGIS), les 28 et 29 avril 2014, Florianopolis-SC.
- 
- Séminaire sur le rôle de la psychologie dans les affaires d'enlèvement international d'enfant à la lumière de la Convention de La Haye de 1980. Événement organisé par le Bureau des droits de l'homme de la présidence de la République le 30 mai 2014 à Brasília (district fédéral).
- 
- 4e atelier Grotius sur la coopération transfrontalière, tenu du 29 au 31 juillet 2014 à Foz do Iguaçu-PR.
- 
- Intervenante dans le cadre de la formation sur la traite des êtres humains s'adressant aux opérateurs du système judiciaire, dispensée au ministère de la Justice du 3 au 7 novembre 2014 à Brasília (district fédéral).
- 
- Intervenante lors du Colloque international sur la lutte contre la traite des êtres humains, organisé par le Conseil national de justice (CNJ) en partenariat avec le Tribunal régional du travail du 7e circuit (TRT/CE), les 16 et 17 avril 2015, à Fortaleza-CE.
- 
- Intervenante dans le cadre du cours de coopération judiciaire internationale destiné aux membres et aux fonctionnaires du Bureau du Procureur général fédéral à Bahia et du Bureau du procureur général de l'État, parrainé par le Bureau du Procureur général de l'État de Bahia et tenu le 29 mai 2015 à Salvador-BA.
- 
- Cours sur la traite des êtres humains, tenu au Centre de commandement et de contrôle intégré, Rio de Janeiro, vendredi 6 mai 2016, de 15 h 45 à 16 h 45.
- 
- Intervenante lors du séminaire international : le droit brésilien et la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant, École fédérale de la magistrature (EMAG), 30 novembre 2017, São Paulo-SP.
- 
- Cours intitulé "L'influence du droit international sur l'exercice de la fonction juridictionnelle dans la justice fédérale", dispensé à l'École de la magistrature du TRF du 2e circuit (EMARF), sur le thème : "La protection de la famille et de l'enfant dans la Conférence de La Haye". Cours dispensé le 14 mars 2018 au Centre

culturel de la justice fédérale de Rio de Janeiro-RJ.

- 
- Intervenante lors de l'événement sur l'enlèvement international d'enfant et la Convention de La Haye de 1980 : défis pour la justice brésilienne. Thème : Questions juridictionnelles pertinentes concernant la Convention de La Haye de 1980 - "Communication judiciaire directe en application de la Convention de La Haye de 1980". 26 septembre 2018, EMAG, Sao Paulo-SP.
- 
- Intervenante lors du Séminaire international sur l'esclavage et la traite des êtres humains, sur la question de la lutte contre les nouvelles formes d'esclavage moderne, tenu les 19 et 20 février 2019 à l'École du parquet fédéral, Brasilia (district fédéral).
- 
- Cours intitulé "Enquêtes, poursuites et condamnations dans les affaires de traite des êtres humains (4 heures), dans le cadre du projet ATTENTION : Renforcement des capacités du gouvernement brésilien pour prendre en charge les affaires de traite des êtres humains, organisé par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDM), les 11 et 12 avril 2019, à Boa Vista-RR.
- 
- Organisation/coordination scientifique - coopération internationale
- 
- Séminaire international sur le droit de l'éducation, organisé par le Centre pour les études judiciaires, tenu du 23 au 25 juin 2004 dans la Salle de conférence de la Cour supérieure de justice, Brasilia (district fédéral).
- 2e Séminaire international sur le droit de l'éducation - Droit de l'éducation en Amérique latine et développement des nations, parrainé par le Centre des études judiciaires et l'Association européenne sur les législations et les politiques en matière d'éducation (ELA), tenu les 3 et 4 novembre 2005 à la Cour supérieure de justice.
- Séminaires sur la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant, parrainé par le Centre des études judiciaires du Conseil fédéral de justice du 1er circuit, tenu les 3 et 4 novembre 2014 à Porto Alegre-RS.
- Coordinatrice scientifique et organisatrice du Séminaire sur le Brésil et la Conférence de La Haye de droit international privé, tenu les 23 et 24 novembre 2015 au Conseil fédéral de justice, à Brasilia (district fédéral).

#### **PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES**

**Access to basic education in Brazil: a right to development. Rio de Janeiro: América Jurídica, 2001.**

**Sumula vinculante - a study on the normative power of the courts. São Paulo: Saraiva, 2005.**

**Fundamental right to education - the application of constitutional provisions. Porto Alegre: Nuria Fabris, 2009.**

**SIFUENTES, Monica. A poem for Barbara - the love story that helped build the history of Brazil. Belo Horizonte: Gutemberg, 2015. Roman historique sur le mouvement Inconfidência Mineira.**

**School of magistrature and training of judges. In: CENTRO DE ESTUDOS JUDICIÁRIOS. Escola da Magistratura e Formação do Juiz. Série Monografias do CEJ, volume 1. Brasilia: CEJ, 1995.**

**2. CHAPITRE D'UN OUVRAGE : Seleção e formação de magistrados em Portugal – novo sistema. Dans : TEIXEIRA, Sálvio de Figueiredo (organizador). O Juiz – seleção e formação do magistrado no mundo contemporâneo. Belo**

Horizonte: Del Rey Editora, 1999.

3. CHAPITRE D'UN OUVRAGE : O Poder Judiciário no Brasil e em Portugal: reflexões e perspectivas. Dans : TEIXEIRA, Sálvio de Figueiredo (coordenador). Estudos em homenagem ao Ministro Adhemar Ferreira Maciel. São Paulo: Saraiva, 2001.

4. CHAPITRE D'UN OUVRAGE : Direito da educação e função dos juízes. Dans : HOMEM, António Pedro Barbas (Org.). Temas de Direito da Educação. Coimbra: Almedina, 2006, v., p. 41-44.

5. CHAPITRE D'UN OUVRAGE : Employment rights of the teachers: civil, political, and social rights. Dans : RUSSO, Charles J; DEGROOF, Jan. (Org.). Employment rights of the teachers: exploring education law worldwide. New York: Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2009, v., p. 23-33.

6. CHAPITRE D'UN OUVRAGE : Cuestión de fondo acerca de los derechos de custodia. Artículo 16 del Convenio de La Haya. Dans : Tenorio Godínez, Lázaro; Tagle de Fereyra, Graciela. (Org.). La restitución internacional de la niñez - enfoque iberoamericano doctrinario y jurisprudencial. 1aed.México: Editorial Porrúa, 2011, v. , p. 33-46.

7. CHAPITRE D'UN OUVRAGE : Uso das comunicações judiciais diretas na Convenção da Haia de 1980: nova ferramenta de cooperação jurídica internacional. Dans : Carvalho Ramos, André de (org.) [e] Araújo, Nadia de (org.). A Conferência da Haia de Direitos Internacionais Privado e seus Impactos na Sociedade - 125 anos (1893-2018). Belo Horizonte: Arraes Editores, 2018, p. 174-185.

8. O Poder Judiciário no Brasil e em Portugal : reflexões e perspectivas. Scientia Iuridica, Braga, Portugal, v. 48, n. 277/279, p. 25-49, 1999; Direito e Cidadania, Cabo Verde, v. 3, n. 8, p. 125-147, 1999.

9. Problemas acerca dos conflitos entre a jurisdição administrativa e judicial no Direito português, Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa, v. 42, p. 313-352, 2001.

24. Seqüestro interparental – a experiência brasileira na aplicação da convenção da Haia de 1980, Lex – Jurisprudência do Supremo Tribunal Federal, Lex Editora S.A., n. 363, Ano 31, março de 2009 ; Revista do Tribunal Regional Federal da 1ª Região, n. 5, Ano 21, p. 63-66, 2009 ; Revista Jurídica Consulex, n. 303, Ano XIII, p. 42-45, 2009.

25. Dividing the Brazilian territory in two and the Permanent Working Group. Judges Newsletter, vol. XV, automne 2009. Disponible sur :

25. Bullying. Revista Jurídica Consulex, Ano XIV, nº 325, p. 28-31, 1er août 2010.

26. Nem uma Palmadinha?. Revista Jurídica Consulex, Ano XIV, nº 329, p. 11, 1er octobre 2010 ; Revista do Tribunal Regional Federal da 1ª Região, n. 10, Ano 22, p. 55, octobre 2010.

27. Pedido de Restituição x Direito de Guarda – Análise do Artigo 16 da Convenção de Haia de 1980, Lex – Jurisprudência do Supremo Tribunal Federal, Lex Editora S.A., n. 392, août 2011.

30. Cyberbullying a intimidação por meio da rede mundial de computadores. Revista Jurídica Consulex, Ano XVI, nº 367, 1º de maio de 2012, pp. 34-35.

31. Pedido de Restituição x Direito de Guarda – análise do art. 16 da Convenção da Haia de 1980. Revista CEJ, Brasília, Ano XV, p. 57-64, out/dez. 2011.

32. O projeto da conferência da Haia para as comunicações judiciais diretas. Revista CEJ, Brasília, Ano XVI, p. 53-56, mai/août 2012.

33. Direct judicial communication in international child maintenance cases - the Brazilian legal system. International Family Law, v. 2, p. 142-145, 2013.

#### SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES

Participation au XVIIe programme de formation de base des juges portugais au Centre des études judiciaires de

Lisbonne, de septembre 1998 à mars 1999 ;

Participation, sur invitation de l'ambassade des États-Unis d'Amérique, au cours de protection et de prévention des crimes internationaux contre l'environnement - Cours d'application de la loi et de poursuites en matière environnementale, organisé par l'International Law Enforcement Academy de San Salvador, du 20 au 24 avril 2015, à San Salvador (Salvador) ;

Participation à la procédure nationale et internationale d'admission. La candidate fait partie des quatre Brésiliens qui ont reçu en 2016 une bourse pour le Programme d'études supérieures et de développement professionnel versée par le programme de bourses Hubert H. Humphrey et la Commission Fulbright (Fulbright Exchange Activity) ; participation au programme d'études de l'American University - Washington College of Law, sanctionnée par un diplôme décerné par le gouvernement des États-Unis d'Amérique, de juin 2016 à juillet 2017, Washington (États-Unis) ;

Spécialisation dans la prévention et la lutte contre la traite internationale des êtres humains - Traite des êtres humains, politiques et prévention, American University, Washington College of Law, 2016-2017, Washington (États-Unis) ;

Cours international sur la médiation et l'arbitrage pour les juges et les procureurs - Cours international sur les compétences de médiation pour les juges et les procureurs, dispensé par l'American University, Washington College of Law, Washington (États-Unis), l'École judiciaire Paulista et l'École supérieure du parquet brésilien en décembre 2016, à Washington (États-Unis) ;

Cours sur la législation antitrust et les infractions économiques, organisé par l'Institut d'économie pour les juges sur le droit de la concurrence du Global Antitrust Institute (GAI), Antonin Scalia Law School, George Mason University, Lisbonne, du 26 au 31 mai 2019.

Cours sur la preuve pénale et les nouvelles technologies, organisé par l'AECID (centre hispanophone de formation à la coopération) Santa Cruz de La Sierra (Bolivie), du 7 au 11 octobre 2019.

#### APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Réseau international des juges de La Haye

Association des juges fédéraux du Brésil

Association internationale des juges des affaires familiales/Royaume-Uni

#### DISTINCTIONS REÇUES

Prix "Barão do Rio Branco", "Raphael Magalhães" et "Cândido Naves" reçus au terme de la Licence de droit en 1987. Ces prix sont accordés, tout au long du cursus universitaire, à l'étudiant qui obtient les meilleures notes et d'excellents résultats dans toutes les matières, en particulier en Droit civil et en Droit de procédure civile.

07/2011 - Médaille du pacificateur (Medalha do Pacificador), prix créé pour récompenser les militaires ou les civils, qu'il s'agisse de ressortissants nationaux ou étrangers, qui ont rendu des services exceptionnels à l'armée brésilienne en renforçant le prestige de l'institution ou en permettant à l'armée brésilienne et aux armées étrangères de tisser des liens.

Médaille de l'ordre du mérite civil, décernée avec les félicitations de la Ligue de défense nationale le 9 décembre 2015, à Brasilia (district fédéral)

04/2018 - Médaille de l'ordre du mérite militaire (Medalha da Ordem do Mérito Militar) ; prix créé pour récompenser les militaires, les civils et les institutions, nationaux ou étrangers, qui ont rendu des services notables à la nation brésilienne, en particulier aux forces armées terrestres. Il s'agit de la distinction honoraire la plus élevée qui soit accordée par l'armée brésilienne.

#### INTÉRÊTS PERSONNELS

Auteure du roman historique "A poem for Barbara - the love story that helped build the history of Brazil", Belo Horizonte, Gutenberg, 2015. Roman historique relatif au mouvement Inconfidência Mineira. Lecture, écriture, cuisine, trekking et voyages.

#### DIVERS

Membre de la délégation brésilienne lors de la 5e Réunion de la Commission spéciale chargée d'examiner les aspects procéduraux de la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant, tenue à La Haye (Pays-Bas) du 30 octobre au 9 novembre 2006.

Membre de la délégation brésilienne lors de la 5e réunion de la Commission spéciale sur la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, tenue à La Haye (Pays-Bas) du 8 au 16 mai 2007.

Membre de la délégation brésilienne lors de la 21e session diplomatique de la Conférence de La Haye de droit international privé, en préparation de l'adoption de la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants, tenue à La Haye (Pays-Bas) du 5 au 23 novembre 2007.

Membre de la délégation brésilienne lors de la réunion de la Commission spéciale sur la Conférence de La Haye de droit international privé relative aux conventions Apostille, Notification à l'étranger et Accès à la justice, tenue à La Haye (Pays-Bas) du 2 au 7 février 2009.

Membre de la délégation brésilienne lors de la 6e réunion de la Commission spéciale chargée de l'examen des aspects procéduraux des conventions de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfante et de 1996 concernant la protection internationale des enfants, tenue à La Haye (Pays-Bas) du 1er au 10 juin 2011 et du 25 au 31 janvier 2012.

Représentante du TRF du 1er circuit lors du colloque latino-américain sur la protection internationale des enfants et le recouvrement des aliments destinés aux enfants, invitée par le ministre des Affaires étrangères, tenu du 3 au 7 décembre 2013 à Santiago du Chili.

Point de contact du Brésil lors de la réunion des points de contact et de liaison du réseau IberRed sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfant et la procédure de retour, tenue à Carthagène des Indes (Colombie), du 15 au 17 décembre 2014.

**Point de contact du Brésil lors de la 7e réunion plénière des points de contact et de liaison du réseau IberRed, tenue à Panama (Panama), du 22 au 25 février 2015.**

**Membre de la délégation brésilienne lors de la 7e réunion de la Commission spéciale chargée de l'examen des aspects procéduraux des conventions de La Haye de 1980 et de 1996, tenue à La Haye, du 10 au 17 octobre 2017, sur invitation de l'ambassade brésilienne de La Haye, en tant que représentante du Brésil au sein du groupe chargé d'élaborer les "recommandations et conclusions" soumises à la plénière de la Commission spéciale.**

**Représentante du TRF du 1er circuit au sein de la Mission pour l'échange de bonnes pratiques et d'initiatives en matière de lutte contre le travail forcé au Brésil et en Argentine. Réunion tenue à Buenos Aires (Argentine) du 13 au 15 novembre 2018, organisée par l'Organisation internationale du travail, en partenariat avec le ministère de la Justice du Brésil.**